



Le programme de subventions *Partenariats pour la protection* de Wyeth : De l'est à l'ouest et du nord au sud



Qu'y trouverez-vous?

À la rencontre des nouvelles mamans

Travailler en concertation avec les médecins pour améliorer les taux de vaccination

Cibler les garderies pour assurer une protection précoce Targeting Day Cares to Ensure Early Protection

Créer des liens avec les parents Northern Outreach

Diffusion de l'information dans le Nord

Toujours plus de recherche à l'horizon

Wyeth croit que les partenariats favoriseront la mise en œuvre des programmes de sensibilisation et de recherche et la réalisation des objectifs de vaccination systématique des enfants. Le programme de subventions *Partenariats pour la protection* de Wyeth est destiné à soutenir les activités et les programmes qui offrent des approches novatrices pour comprendre ou améliorer les taux de vaccination infantile par le vaccin antipneumococcique au Canada. Pour de plus amples détails sur ce programme de subventions, veuillez communiquer avec votre éducateur en santé publique de Wyeth.

À la rencontre des nouvelles mamans

Les programmes de santé publique ont toujours comporté des stratégies de soutien généralisé destinées aux nouvelles mamans qui doivent apprendre à vivre avec un nouveau-né. Parmi les méthodes typiques qui sont utilisées, on trouve les appels téléphoniques et les visites à domicile après l'accouchement. Les préoccupations des nouvelles mamans concernant l'allaitement, la fatigue et les soins à prodiguer au nouveau-né sont souvent au cœur des discussions. Reconnaissant que les calendriers de vaccination sont devenus de plus en plus complexes au cours des dernières années et que les nouveaux parents sont submergés d'information après la naissance de leur enfant, les responsables de la région sanitaire de Calgary, en Alberta, ont tenté l'expérience d'une démarche mettant davantage l'accent sur l'information au sujet de la vaccination et ont obtenu des résultats positifs.

Par ce programme, les responsables de la région sanitaire de Calgary cherchaient à augmenter les taux de vaccination « au bon moment » et à réduire ainsi les retards de vaccination dans leur région. Six semaines après la première visite de l'infirmière de santé publique, qui a lieu lorsque le nouveau-né est âgé de 1 à 3 jours, une infirmière chargée de la vaccination communique avec la famille pour discuter du calendrier de vaccination de même que pour répondre aux questions et calmer les préoccupations que les nouveaux parents pourraient avoir. Ce coup de téléphone rappelle aussi

aux parents de prendre un rendez-vous pour faire vacciner leur enfant.

Selon Pat Brooks, directrice de la Santé publique, Rural-Bow Corridor, en un an, son service a rencontré 2 150 familles venant d'avoir un enfant et environ 64 % des parents ont affirmé qu'ils feraient vacciner leur enfant conformément au calendrier recommandé par le ministère de la Santé et du bien-être albertain.

M^{me} Brooks a ajouté que, consécutivement à ce projet, « aucun enfant de la région n'avait besoin de faire l'objet d'une relance au point de contrôle de trois mois. Nous avons un taux de vaccination « au bon moment » qui frôle les 100 %. L'équipe chargée du projet considère qu'il s'agit d'une méthode peu coûteuse et efficace pour accroître les taux de vaccination. Les infirmières jugent que cette proactivité leur demande bien moins de temps que la création de listes de relance téléphonique. De leur côté, les parents semblent apprécier le moment choisi pour ces contacts et sont disposés à entendre le « message sur la vaccination ».

Une analyse approfondie suivie d'un rapport final de recherche permettra de comparer cette nouvelle formule avec celle privilégiée par les années passées au chapitre des coûts engagés et des taux de vaccination obtenus.

Travailler en concertation avec les médecins pour améliorer les taux de vaccination

Peu importe la discipline, le travail d'équipe est souvent la clé de la réussite. Les responsables de deux projets ayant reçu une subvention *Partenariats pour la protection* ont adopté cette philosophie et travaillent en étroite collaboration avec des médecins de leurs régions respectives afin d'améliorer les taux de vaccination des enfants.

L'Agence de la Santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale, en association avec le Centre de Recherche du CHUL (CHUQ), a uni ses forces à celles des 10 cliniques médicales de Québec qui administrent le plus grand nombre de vaccins. Durant le printemps de 2008, on a évalué les retards de vaccination que connaissait chacune de ces cliniques pour les vaccins Prevnar®, Pentacel® et Meningitec®. Les résultats de cette évaluation ont ensuite été transmis aux médecins, aux infirmières et aux secrétaires. L'efficacité de cette méthode factuelle sur la réduction des retards de vaccination sera réévaluée au cours du printemps 2009, lorsque l'équipe de recherche répètera l'exercice de 2008. La D^{re} Chantal Sauvageau, médecin-conseil et chercheuse, a mentionné que cette méthode « personnalisée » semble exercer une influence positive. « Lors de la transmission des résultats de l'évaluation, les représentants de nombreuses cliniques ont commencé à discuter des changements qu'ils pourraient apporter à leur organisation pour améliorer leurs pratiques en matière de vaccination. »

Dans le cadre de leur projet subventionné par le programme *Partenariats pour la protection*, les membres du personnel de l'Unité sanitaire de Windsor, comté d'Essex, en Ontario, font la tournée des cabinets de médecin. Au cours des prochains mois, on prévoit obtenir ainsi la participation de plus de 120 cabinets de médecin aux entrevues individuelles, aux enquêtes d'auto-évaluation et aux inspections visuelles des réfrigérateurs. Line Lauzon, directrice, Lutte contre les maladies infectieuses, et les membres de son équipe se serviront du sondage et des inspections pour évaluer le respect de la chaîne de froid et du calendrier de vaccination en vigueur en Ontario. Ils se pencheront également sur les attitudes, les convictions et les pratiques entourant les injections multiples.

En outre, un module de formation en ligne sera créé afin de combler les besoins en matière de formation sur la chaîne de froid et l'administration d'injections multiples. Ce module sera mis à la disposition des cabinets participants à l'automne 2008. À la fin de 2009, des enquêtes de suivi et des inspections visant à évaluer l'efficacité de la formation et les progrès réalisés au chapitre du respect de la chaîne de froid et du calendrier de vaccination seront effectués.

Toujours plus de recherche à l'horizon

Restez à l'affût des résultats de l'analyse des lacunes en matière de vaccination des enfants, réalisée par la Corporation des sciences de la santé de l'Atlantique dans le sud-ouest du Nouveau-Brunswick. Cette région régionale de la santé est à concevoir un sondage qui sera distribué à 1 200 parents d'enfants fréquentant les cliniques de vaccination de la région. Ce sondage permettra de préciser pourquoi les parents ne se présentent pas aux cliniques de vaccination ou pourquoi ils annulent leurs rendez-vous. Il servira également à orienter les stratégies visant à combler les lacunes. Les résultats de ce sondage devraient être connus en mars 2009.

L'été sera occupé à l'université d'Ottawa, puisqu'il sera consacré à la coordination d'un projet de recherche qui devrait être amorcé à l'automne. À l'initiative de la chaire de recherche Loyer Da Silva en services infirmiers de santé publique, on y créera une trousse d'information à l'intention

des immigrants et des néo-Canadiens de tout le pays. Cette trousse sera soumise à l'essai au sein de groupes de discussion composés de 80 à 100 familles comptant des enfants âgés de 0 à 4 ans. Son contenu sera inspiré des discussions de ces groupes qui seront ensuite appelés à en évaluer la convivialité et l'utilité. L'efficacité de cet outil au chapitre des taux de vaccination sera mesurée par des examens des dossiers de vaccination qui seront effectués au bout de 6 et de 9 mois. Ce projet devrait prendre fin en décembre 2009. Il ne fait aucun doute que cette trousse d'information et les résultats de l'étude seront très attendus des professionnels de la santé qui doivent composer au quotidien avec une clientèle ayant l'anglais comme langue seconde.

Cibler les garderies pour assurer une protection précoce

La vaccination des tout-petits qui fréquentent les garderies prend toute son importance quand on sait que ces enfants sont les plus vulnérables aux maladies pouvant être prévenues par la vaccination (en raison de leur âge et de la promiscuité des autres enfants). Or, il est conseillé d'administrer la première série de vaccins à l'âge de 2 à 18 mois^{1,2}.

En Ontario, la *Loi sur les garderies* de 1990 est une mesure de santé publique ayant pour objectif d'accroître le taux de vaccination au sein de cette population vulnérable³. En vertu de cette loi, tous les enfants inscrits dans les garderies agréées ontariennes doivent être vaccinés conformément aux recommandations du médecin-conseil en santé publique de la région. Afin de s'assurer du respect de la loi, les responsables de l'Unité sanitaire du comté de Brant procèdent à l'évaluation mensuelle des dossiers de vaccination des enfants envoyés dans les garderies agréées de tout le comté et émettent des avis de suspension aux parents des enfants qui n'ont pas reçu tous les vaccins prescrits. Les enfants sont suspendus si leurs parents ne peuvent produire, dans les 60 jours qui suivent la réception de l'avis de suspension, un document prouvant qu'ils ont bel et bien reçu les vaccins concernés, une déclaration de conscience ou de croyance religieuse, ou encore une exemption médicale.

Order for Suspension from Attendance at Day Care/Nursery School
Pursuant to the Day Nurseries Act

To the Operator of: «FAC_NAME»

Send to Parent/Guardian of:	
Child: «FIRSTNAME» «SURNAME»	Sex: «SEX»
Address: «STREET»	D.O.B. «BIRTHDATE»
«UNIT»	Day Care: «FAC_NAME»
«CITY»	
«POST_CODE»	

I, Dr. Malcolm Lock, Medical Officer of Health for the Brant County Health Unit, order the suspension of the above named child

From: _____ until the immunization issue is resolved.

The reasons for this order are:

- I have not received a statement that the child has completed the prescribed program of immunization in relation to:

«NEEDS»

- I have not received a statement of medical exemption in respect to the above named child.
- The effective time period for the statement of temporary medical exemption has expired.
- I have not received a statement of conscience or religious belief (affidavit).
- I am not satisfied that the child has completed, has commenced and will commence the prescribed program of immunization in relation to the disease(s) indicated above.

TAKE NOTICE

Parent/Guardian of:	«FIRSTNAME» «SURNAME»
---------------------	-----------------------

that you are entitled to a hearing by the Health Services Appeal and Review Board if you mail or deliver to the Medical Officer of Health, Brant County Health Unit, 194 Terrace Hill Street, Brantford, ON N3R 1G7, and the Health Services Appeal and Review Board, 151 Bloor St West, 9th Floor, Toronto, ON, M5S 2T5 and the operator of: «FAC_NAME» within 15 days after this notice is served to you (for the purpose of the Act it is deemed to be served on the 7th day after it is mailed), notice in writing a hearing.

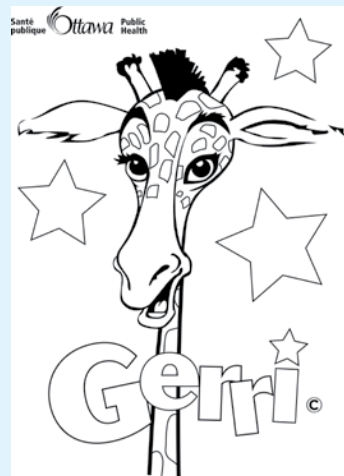
TAKE NOTICE that although this hearing is requested, this order takes effect when it is served.

Malcolm Lock
Malcolm Lock, M.D., M.P.H.
Medical Officer of Health

Date: 14 August, 2008

Working Today... For A Healthy Tomorrow

Dans le cadre de son projet subventionné par le programme *Partenariats pour la protection*, l'Unité sanitaire du comté de Brant est à effectuer une étude afin de mettre au jour les raisons profondes qui expliqueraient pourquoi les enfants qui fréquentent les garderies ne reçoivent pas tous les vaccins prescrits ou recommandés. On analysera à cette fin les données recueillies dans un échantillon de 135 enfants âgés de quelques jours à 4 ans qui ont reçu un avis de suspension pendant les quatre mois qu'a duré l'étude. Les résultats de l'étude devraient être connus d'ici la fin de l'année. Ils serviront à répertorier les interventions et les politiques de santé publique en matière de vaccination auxquelles il faudra donner priorité, telles que la création de meilleures méthodes pour la vérification des dossiers de vaccination des enfants en garderie.



Les responsables de Santé publique Ottawa ont imaginé un autre moyen « haut en couleur » de travailler main dans la main avec les garderies et, pour ce faire, ils ont eu besoin de l'aide de leur célèbre mascotte, Gerri la girafe. Grâce à la subvention qu'il avait reçue, le Service de santé a pu lancer un concours de coloriage à grand renfort de publicité dans les journaux et les garderies de la région. Plus de 50 garderies y ont participé et environ 800 enfants ont soumis leur œuvre d'art au jury. Des prix ont été remis aux gagnants des divers groupes d'âge dans le cadre de la semaine de sensibilisation à la

vaccination qui a eu lieu en avril dernier. Les parents se voyaient remettre le calendrier de vaccination ontarien en même temps que le formulaire d'inscription au concours et ils étaient encouragés à communiquer avec le Service de santé pour prendre un rendez-vous et mettre le dossier de vaccination de leur enfant à jour.

Selon Dawn Grakist, superviseure du Programme de vaccination, les dossiers de vaccination de 758 des enfants ayant pris part au concours ont été examinés afin de vérifier qu'ils avaient reçu tous les vaccins prescrits. Or, 674 d'entre eux avaient reçu les vaccins dcaT-VPI-Hib et ROR au moment prévu, 41 enfants connaissaient des retards de vaccination et 43 autres étaient introuvables dans la base de données. En outre, 357 enfants (47 %) avaient obtenu la série complète de doses de vaccin Pnevco-7), tandis que 202 l'avaient reçu en partie seulement et 115 autres pas du tout. L'équipe de Mme Grakist s'emploie maintenant à étudier diverses stratégies de relance pour améliorer le pourcentage d'enfants qui reçoivent les vaccins qui ne sont pas obligatoires en vertu de la *Loi sur les garderies*.

Cette initiative permet au Service de santé de tenir des dossiers de vaccination plus précis et de relancer les parents dont les enfants n'ont peut-être pas reçu tous les vaccins prescrits pour leur âge.



C'est avec fierté qu'en janvier 2008, l'équipe chargée de la vaccination a reçu un prix de la ville d'Ottawa en reconnaissance de l'esprit d'innovation dont elle avait fait preuve en créant Gerri la girafe, mascotte d'un programme proactif voué à la promotion de la vaccination des enfants et à l'établissement de partenariats dans la communauté.

Créer des liens avec les parents

Les responsables de la région sanitaire de Regina Qu'Appelle, à Regina, en Saskatchewan, ont consacré beaucoup de temps à la création de « liens » avec les parents de leur région à l'aide de leur site Web redessiné. Ce site Web est doté d'un système interactif de suivi de la vaccination qui permet aux parents de recevoir un courriel de rappel 2 semaines avant la date prévue pour la prochaine vaccination de leur enfant. On espère ainsi améliorer le nombre d'enfants qui recevront leurs vaccins au bon moment.

Qui plus est, ce site Web est « personnalisé » de sorte que les parents y trouvent la liste des programmes et des services susceptibles de les intéresser compte tenu de l'âge de leurs enfants. « Une fois que nous serons satisfaits du résultat, la prochaine étape consistera à former notre personnel. Entre-temps, nous commencerons à planifier la campagne de sensibilisation que nous voulons lancer à l'automne », explique la D^{re} Tania Diener, médecin-conseil de la région. La préparation de la validation de ce site Web tiendra la D^{re} Diener et l'équipe chargée de ce projet bien occupées. Les résultats de cette validation devraient être connus en décembre 2008. Nous vous invitons à cliquer sur l'hyperlien suivant pour en apprendre davantage à propos de ce projet :

http://www.rqhealth.ca/programs/comm_hlth_services/pubhealth/childhood_immun.shtml



Diffusion de l'information dans le Nord

Les Territoires du Nord-Ouest occupent une immense région géographique, ce qui complique la mise en œuvre des programmes de formation continue destinés aux vaccinateurs. Ce problème a été réglé en avril dernier grâce à une activité de formation subventionnée par le programme *Partenariats pour la protection* et intitulée *The Practicalities of Immunization*. Plus de 40 professionnels de la santé de toute la région se sont réunis pour enrichir leurs connaissances en immunologie élémentaire et sur le mode d'action des vaccins. Ils ont aussi pu se renseigner davantage sur le comportement épidémiologique des maladies pneumococciennes dans les Territoires du Nord-Ouest, au Canada et dans les régions du cercle polaire, ainsi que sur les stratégies de prévention des accidents du travail qui se produisent pendant l'exécution des programmes de vaccination.

Wanda White, spécialiste en maladies transmissibles au ministère de la Santé et des services sociaux des Territoires du Nord-Ouest, a déclaré que « les réactions à la suite de cette journée de formation ont été très positives ». Un jeu de Jeopardy placé sous le thème des vaccins a injecté une dose d'amusement dans cette séance de formation.

Les responsables de Northern Health à Prince George, en Colombie-Britannique, ont presque terminé l'examen complet de leur programme de vaccination. Pour ce faire, ils ont procédé à un sondage auprès des parents, des infirmières de santé publique et des médecins. Les résultats préliminaires portent à croire que, pour les parents, les trois principaux obstacles à la vaccination sont les longs délais d'attente pour obtenir un



rendez-vous, les renseignements contradictoires à propos de l'innocuité des vaccins et les horaires peu pratiques des cliniques. Selon les réponses fournies par les infirmières de santé publique, celles-ci auraient constaté les mêmes problèmes que les parents. Le sondage auprès des médecins devrait être terminé sous peu. Cela dit, les premières améliorations suggérées porteront sur de nouveaux modes de formation pour les régions éloignées, l'augmentation du personnel, l'amélioration de l'organisation des cliniques, l'intensification de la promotion de la vaccination et le perfectionnement professionnel.

Vous désirez obtenir de plus amples détails sur ces projets?

Pour obtenir d'autres renseignements sur notre programme de subventions, consultez votre éducateur en santé publique de Wyeth ou le site Internet de la CCSPV qui est chapeauté par l'Association canadienne de santé publique. Voici le lien direct :

<http://www.immunize.cpha.ca/francais/hcprovdf/grantsf/ppgrantf.htm>

Références :

- ¹ COMITÉ CONSULTATIF NATIONAL DE L'IMMUNISATION (2006). Guide canadien d'immunisation, 7e éd., Agence de santé publique du Canada, Ottawa, Ontario.
- ² SADOWAY, D. T., R. H. Plain et C. L. Soskolne (1990). « Infant and preschool immunization delivery in Alberta and Ontario: a partial cost-minimization analysis », Canadian Journal of Public Health, vol. 81, n° 2, 1990, p. 146-151.
- ³ MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE DE L'ONTARIO. Loi sur les garderies (1990).

Le contenu de ce bulletin est fondé sur des propositions et des rapports d'évaluation non publiés qui sont validés et remis à Wyeth par les organismes qu'elle a subventionnés dans le cadre de son programme Partenariats pour la protection.

